

BnF : la section SUD Culture boycotte le CHSCT

Déclaration liminaire de la section SUD Culture au CHSCT du 18 juin 2020

La section SUD Culture de la BnF a pris la décision de ne pas siéger ce jour au CHSCT. Plusieurs raisons nous ont conduits à boycotter cette instance.

D'abord, le mépris constant de la direction pour le CHSCT qui se traduit par : l'envoi hors délai systématique des documents, une durée volontairement trop courte des instances empêchant ainsi un examen sérieux et approfondi des points à l'ordre du jour, le déroulé en lui-même des instances, toujours conduit au pas de course sous le prétexte qu'il faudrait « aller vite », alors même les débats doivent être libres et non entravés, l'absence ou le peu de prise en compte des remarques des organisations syndicales, l'absence fréquente de réponses aux questions des organisations syndicales, la diffusion de documents non examinés par le CHSCT dans les différents services de l'établissement. Nous avons déjà eu l'occasion de nous exprimer sur le sujet et malgré nos interventions répétées sur l'importance que la BnF devrait accorder au CHSCT, la direction ne semble pas vouloir infléchir sa politique. Le dialogue social que la BnF revendique n'est que de la poudre aux yeux, qui fait de moins en moins effet auprès des agent.es et que notre organisation syndicale refuse de cautionner.

Ensuite, nous ne pouvons que faire un bilan déplorable de la gestion de la crise du Covid 19 à la BnF. Que ce soit pendant le confinement ou lors du déconfinement, la direction a

entretenu des flous, véhiculé des approximations voire des « vérités alternatives ». Confusion au niveau de la situation administrative des agent.es, politique du fait accompli pour le travail à distance, indigence des documents du CHSCT... La BnF a géré cette crise avec une légèreté effarante, elle n'a ainsi fourni aucune analyse sérieuse des risques en période de pandémie mortelle, le DUERP n'est toujours pas actualisé, les informations données en instances se révèlent partiellement fausses, des engagements ne sont pas non tenus. Ainsi, les horaires décalés n'ont été mis en place que pour une minorité d'agent.es et a exclu massivement les magasiniers et magasinnières ; la procédure pour les personnes vulnérables n'a toujours pas été clarifiée malgré nos demandes répétées sur le sujet ; les tâches prioritaires qui en réalité ne le sont pas : la direction a fait revenir des agent.es pour « épousseter » des documents ! ; quant à la dotation individuelle : c'est une vaste blague : des masques jetables qui ne font l'objet d'aucune certification européenne, et qui comme il est indiqué sur la boîte en anglais « ne sont pas destinés à un usage professionnel », heureusement il y a quand même un certificat en chinois dans la boîte ; plus un lot d'essuie-tout : de qui la BnF se moque-t-elle ? On peut continuer la liste des manquements aux propres engagements, pour minimales, de la direction en matière de prévention : absence de poubelles dédiées dans la plupart des espaces, de gel hydroalcoolique, de produits pour nettoyer les outils partagés... A tout cela s'ajoute le constat du délitement continu de la médecine de prévention qui ne semble pas avoir été instruite des procédures.

Nous avons pu constater que les services et les encadrant.es de proximité ont été laissé.es libres d'appliquer ou non les consignes dans la gestion des équipes et des tâches, que l'éloignement des agent.es n'a pas toujours été pris en compte, que les informations sur la médecine de prévention ne leur ont pas été systématiquement données.

Nous déplorons un management qui se réduit à quelques consignes de principe et laisse les services s'organiser comme ils le peuvent et comme ils le veulent. C'est à l'exact opposé des promesses de la direction de veiller à une égalité de traitement et à un dialogue avec les agent-es pour s'assurer de ne léser personne.

Le plan de reprise en phase 3 est à l'image des plans précédents. Il ne comporte pas d'analyse des risques, peu d'indication claire en termes d'organisation du travail dans un contexte de pandémie, des fiches de prévention qui ne sont que de l'ordre de la signalétique. Il nous semble à présent inutile de les discuter plus longtemps puisque nous savons que les véritables décisions sont déjà prises et qu'elles seront appliquées de façon tout aussi arbitraire. Nos avis ne seront pas davantage pris en compte qu'auparavant.

Nous n'avions pas la naïveté de croire que la direction allait se réinventer mais il nous semblait que cette crise impliquait une certaine prise de conscience de ses responsabilités. Nous voyons au contraire que l'enchaînement des réunions à distance durant le confinement qui ont commencé sous le signe d'une bienveillance autoproclamée aboutit au même cynisme que nous déplorons depuis un certain temps.

Preuve en est la communication de la direction envers les agent-es qui associe les organisations syndicales à ce plan de reprise alors que nous sommes quelques-unes à avoir condamné cette reprise et à avoir dénoncé l'absurdité du retour des agent-es pour faire de l'occupationnel et non de l'urgence.

Nous avons relevé systématiquement tous les points symptomatiques de l'impréparation de cette reprise sans être entendu-es. Nous refusons de laisser croire que nous avons apporté notre concours à cette gestion.

Paris, le 18 juin 2020